

Atelier ALASS
Malpraxis médical: actualités et perspectives

**„Méthodes alternatives de résolution des litiges pour malpraxis
médical en Moldavie”**

Andrei Mecineanu
Galina Buta

29 Juin 2012
Chisinau - Moldavie

Contexte

- Le système de malpraxis médical en République de Moldavie est inefficace.
- Cette position s'explique par le fait qu'il ne parvient pas à atteindre ses objectifs, et notamment: la prévention des erreurs médicales par dissuadant la prestation des soins de santé de qualité inférieure et l'indemnisation des patients préjudiciés, qui sont complétés par des frais de justice.

Les solutions alternatives des litiges (SAL) de malpraxis médical

- Le règlement alternatif des litiges est un phénomène relativement récent et a été fréquemment proposé dans la gestion de malpraxis médical
- Ces méthodes inclus: la facilitation, la conciliation, la négociation, la médiation, l'arbitrage et d'autres techniques hybrides - la médiation-arbitrage (med-arb), mini-procès, *prevention-partering*, *neutral fact finder*, l'évaluation précoce neutre, l'évaluation neutre de malpraxis médical, etc.
- L'expérience internationale montre des méthodes alternatives de résolution des conflits, spécialement conçus pour le malpraxis - évaluation par une pré-instance judiciaire, l'évaluation neutre de malpraxis médical, etc..

SAL en République de Moldavie

- La gestion des risques et des opportunités de malpraxis médical en Moldavie a identifié comme une opportunité et la solution des litiges de malpraxis médicale par des méthodes alternatives.
- Les méthodes SAL présente certaines caractéristiques de groupe, et notamment:
 - ce fait en dehors du contexte de la confrontation
 - une gestion flexible
 - un temps réduit
 - coûts réduit dans la gestion de malpraxis médical
 - contexte de confidentialité
 - participation et ayant un certain degré de contrôle exercé par les parties, une compensation plus efficace de préjudice pour le patient
 - protège la réputation professionnelle du fournisseur des services de santé
 - garantie de la légalité.

SAL en République de Moldavie

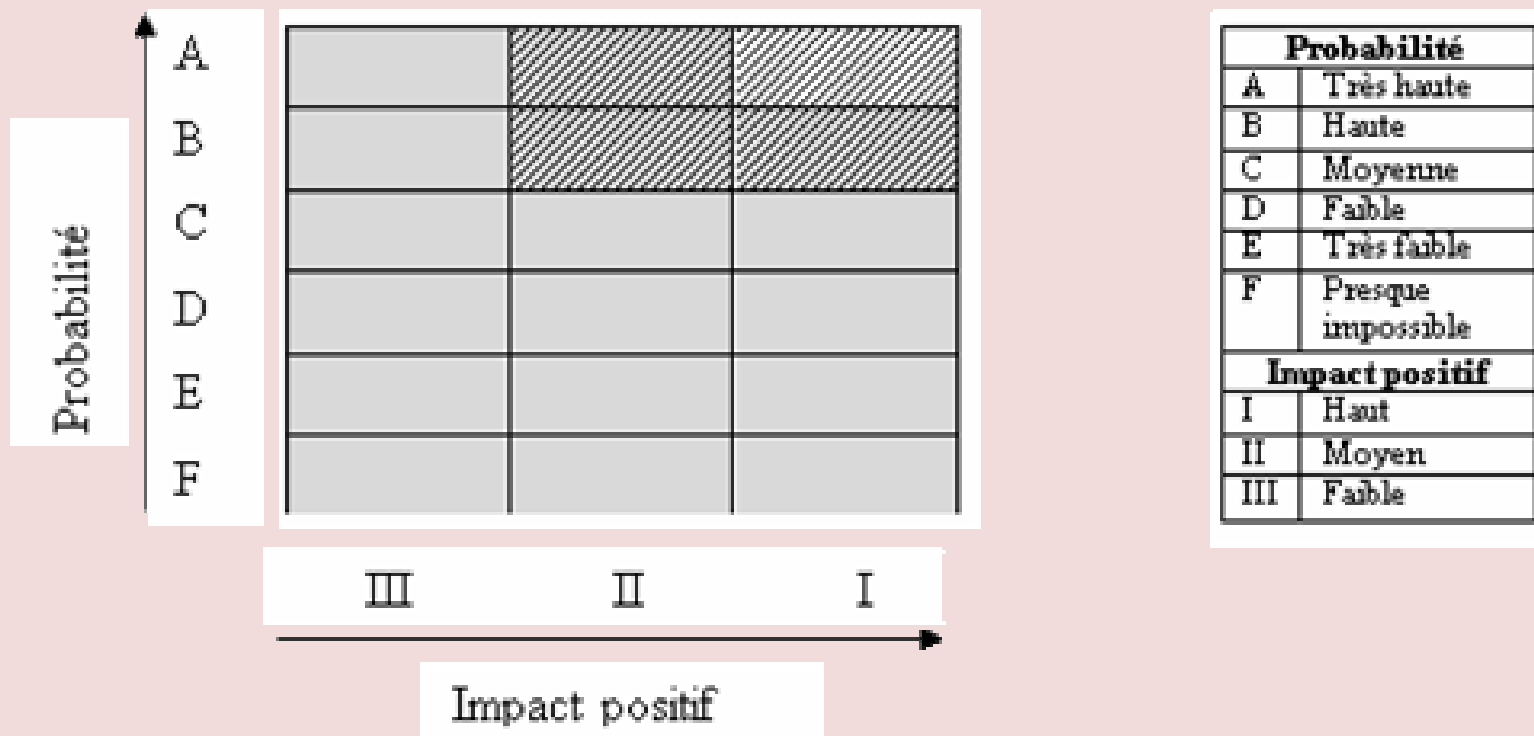
- Une méthode alternative de solution des litiges de malpraxis est faisable et viable que si elle fournit un «fil rouge» en continu de tous les quatre sous-domaines de la gestion de malpraxis médicale:
 - l'établissement d'une conduite illicite de la part du fournisseur des services de sante (y compris par l'expertise)
 - l'établissement du préjudice et de l'étendue de celui-ci
 - le remboursement.

SAL en République de Moldavie

- L'analyse d'opportunité sur la base de l'estimation à l'échelle de probabilité montre que dans des pratiques SAL en malpraxis existe un degré élevé d'opportunité (AI).

SAL en République de Moldavie

La caractéristique d'opportunité *Le règlement alternatif des litiges de malpraxis médical*



L'analyse des méthodes SAL en République de Moldavie

- La conciliation et la négociation peuvent être appliquées avec succès en tant que procédure extrajudiciaires de règlement des conflits dans les conditions patient-victime - assuré - assureur, après avoir certainement constaté la présence du cas de l'assuré, l'étendue du préjudice, etc.
- Le cadre situationnel, par conséquent, assure l'établissement et la notification de cas de malpraxis, le préjudice subi et verse une indemnité, pour stimuler la prévention de malpraxis médical par l'application de certains instruments financiers, tels que le système de bonus-malus.

L'analyse des méthodes SAL en République de Moldavie

- La médiation peut être appliquée que dans des conditions que clairement établi l'acte de malpraxis médicale et l'étendue de préjudice
- La gestion du cas de malpraxis médical par la médiation implique l'existence d'un médiateur qui a des connaissances scientifiques et compétences techniques directement liée à l'objet du litige.
- Ces limitations rendent actuellement la médiation de n'avoir que une application générale.

L'analyse des méthodes SAL en République de Moldavie

- L'applicabilité d'arbitrage en termes de concept est possible, mais en termes d'organisation de la procédure nécessite quelques rajustements
- La législation d'arbitrage prévoit la possibilité de création d'arbitrages spéciaux
- Les institutions d'arbitrage peuvent exister en tant qu'organe permanent auprès des syndicats, des associations ou d'autres organisations, et ne peuvent être créées auprès des administrations publiques locales ou centrales.
- On constate d'une part l'existence des difficultés de création d'une telle structure fonctionnelle.

L'analyse des méthodes SAL en République de Moldavie

- L'exigence de l'existence de la convention d'arbitrage.
- L'applicabilité de l'arbitrage ne sera possible que si le rapport prestataire de santé - patient n'est que contractuelle et la clause compromissoire du contrat y incluse, soit quand il y a une disposition stipulée dans le cadre juridique dont le patient et le prestataire de santé doivent d'emblée soumettre à l'arbitrage tout litige apparu.

Option pour la République de Moldavie

Ayant d'une part le système de gestion de malpraxis médical, les particularités organisationnelles et fonctionnelles du système de la santé, de l'assurance maladie dans la République de Moldavie, et de l'expérience internationale on peut considérée comme procédure de règlement extrajudiciaire des affaires de malpraxis médical être fonder sur une évaluation neutre.

Option pour la République de Moldavie

- Attribuer au Conseil National d'Evaluation et d'Accréditation de la Santé les fonctions sur la recherche technique, la constatation, le règlement des affaires de malpraxis médical et le suivi des cas de malpraxis médical.
- Conférer à cette institution le pouvoir de décision, d'intervention, de contrôle et des sanctions disciplinaires dans les limites fixées par la loi.
- L'activité de l'établissement sera basé sur le principe: de l'objectivité, de la légalité, l'impartialité, l'utilité et la disponibilité au public, la confidentialité, la transparence.

Option pour la République de Moldavie

- Le règlement extrajudiciaire objet d'une évaluation neutre aura lieu par constatation de cas de malpraxis médical, l'évaluation de préjudice produit et la détermination des dommages-intérêts.
- L'autorité sera exercée dans toute la République de Moldavie, et s'étendra aux assureurs, personnel de santé et pharmaceutiques, les établissements de santé et pharmaceutiques publiques ou privées.

Option pour la République de Moldavie

- Le Conseil peut être saisi par le patient, assureur de responsabilité civile, employé médical et pharmaceutique, les établissements de santé, les autorités et institutions compétentes, des comités d'éthique, les associations professionnelles médical et pharmaceutique, le Ministère de la Santé.
- Dans les 3 jours suivant la présentation de la réclamation, par tirage au sort, doit être désigné un groupe d'experts qui effectueront la constatation technique du cas de malpraxis médical.
- La seule source d'information sur les experts dans la recherche technique du cas de malpraxis médical sera le Registre National des Experts Médicaux.

Option pour la République de Moldavie

- Dans les 30 jours, les experts vont élaborer un rapport sur le cas de malpraxis médical qui sera soumis pour approbation au Conseil.
- Par une décision argumentée du Conseil sera constaté l'existence ou l'absence d'un cas de malpraxis médical. La décision sera adoptée dans un délai ne dépassant pas trois mois à compter de la réclamation initiale, mais pas plus de 30 jours après la présentation du rapport.
- Au cas de constatation du cas de malpraxis médical, la décision contiendra des dispositions expresses concernant la valeur du préjudice matérielle et morale, le montant d'indemnisation.

Option pour la République de Moldavie

- Dans les 15 jours civils suivant la date de décision rendu , l'assureur est doit présenter une offre d'indemnisation pour compenser la personne lésée , que sera dans les limites de sa responsabilité.
- La personne lésée va annoncer l'assureur et l'institution sur l'acceptation ou le rejet de l'offre d'indemnisation. Si l'offre d'indemnisation est acceptée, le cas sera considéré comme classée.

Option pour la République de Moldavie

- Pour obtenir des dommages-intérêts exclus de l'assurance responsabilité civile et assurance responsabilité civile professionnelle obligatoire, la personne lésée est en droit d'intenter des poursuites judiciaires d'action civile contre la personne responsable du préjudice.
- Les coûts d'évaluation et de dossier de malpraxis médicale, de fixer le préjudice et de l'indemnisation, seront versée par l'assureur.

Option pour la République de Moldavie

- La procédure entière comprenant la transaction jusqu'à ce que le tribunal soit saisi, est confidentielle.
- La violation de la confidentialité attire des sanctions disciplinaires et administratives dans le cadre juridique actuel.
- Le délai de prescription pour engager des poursuites extrajudiciaires établissant cas de malpraxis médicale sera de 3 ans à compter du moment du préjudice.

Option pour la République de Moldavie

- La procédure extrajudiciaire pour établir les cas de malpraxis médicale ne limitent pas l'accès libre aux tribunaux en vertu des principes généraux du droit.
- Le tribunal saisi par la personne lésée, l'assuré ou l'assureur entraînera la résiliation immédiate du processus de transaction.